

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Avis de convocation / avis de réunion

**ARVERNE GROUP**  
Société à mission  
Société anonyme au capital social de 420.760,81 euros  
Siège social : 4, chemin de Barincou, 64000 Pau  
895 395 622 R.C.S. Pau

---

**AVIS DE CONVOCATION**  
**RECTIFICATIF A L'AVIS DE REUNION PUBLIE AU BALO LE 11 MAI 2026**  
**ASSEMBLEE GENERALE A CARACTERE MIXTE**  
**DU 17 JUIN 2026**

Il est rappelé à mesdames et messieurs les actionnaires de la société Arverne Group, qu'ils sont convoqués à l'assemblée générale à caractère mixte qui se tiendra le 17 juin 2026 à 10 heures, dans les locaux du cabinet Jones Day, 2 rue Saint Florentin, 75001 Paris.

Les actionnaires de la société sont informés que le conseil d'administration a modifié le point 24 de l'ordre du jour de l'assemblée générale ainsi que les résolutions 24 à 29 figurant dans l'avis de réunion publié au BALO le 11 mai 2026 :

*24. délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à une émission d'un nombre maximum de 700 obligations remboursables en actions ordinaires de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de personnes nommément désignées et d'une catégorie de personnes*

L'assemblée générale est donc appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant et les résolutions 24 à 29 telles que modifiées figurant ci-après :

**De la compétence de l'assemblée générale ordinaire**

- Présentation du rapport de gestion du conseil d'administration – présentation par le conseil des comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025,
  - Présentation des rapports des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025 et sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du code de commerce,
1. approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025,
  2. approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025,
  3. affectation des résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2025,
  4. ratification d'une convention visée à l'article L. 225-38 du code de commerce (contrat de partenariat industriel d'innovation conclu entre la Société et la société Alouette.ai),
  5. approbation d'une convention visée à l'article L. 225-38 du code de commerce (un contrat de souscription entre la Société en qualité d'Emetteur et ADEME Investissement, Bpifrance, Crédit Mutuel Equity, Eiffel Essentiel S.L.P. et Arosco relatif à la mise en place d'un programme d'émissions d'obligations assimilables remboursables en actions (ORANE),
  6. renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Pierre Brossollet,
  7. renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Xavier Caïtucoli,
  8. renouvellement du mandat d'administrateur de la société Ademe Investissement SAS,
  9. renouvellement du mandat d'administrateur de la société Arosco,
  10. renouvellement du mandat d'administrateur de la société Renault SAS,
  11. renouvellement des fonctions de censeur de Monsieur Fabrice Dumonteil,

12. ratification de la nomination à titre provisoire de Bpifrance Investissement en qualité de censeur décidée par le conseil d'administration le 25 juin 2025,
13. nomination de la société Bpifrance Investissement en qualité de nouvel administrateur,
14. renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes (Deloitte & Associés),
15. approbation des éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2025 à Monsieur Pierre Brossollet au titre de son mandat de président-directeur général (*vote ex-post*),
16. approbation des éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2025 à Monsieur Sébastien Renaud au titre de son mandat de directeur général délégué pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 30 avril 2025 (*vote ex-post*),
17. approbation des éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2025 à Monsieur Thierry Trouyet au titre de son mandat de directeur général délégué, pour la période du 13 janvier 2025 au 31 décembre 2025 (*vote ex-post*),
18. vote sur les informations relatives à la rémunération 2025 des mandataires sociaux (hors dirigeants mandataires sociaux) mentionnées à l'article L. 22-10-9 du code de commerce (*vote ex-post*),
19. approbation de la politique de rémunération des mandataires sociaux (hors dirigeants mandataires sociaux) au titre de l'exercice 2026 (*vote ex-ante*),
20. approbation de la politique de rémunération de Monsieur Pierre Brossollet, président-directeur général, au titre de l'exercice 2026 (*vote ex-ante*),
21. approbation de la politique de rémunération de Monsieur Thierry Trouyet, directeur général délégué, au titre de l'exercice 2026 (*vote ex-ante*),
22. autorisation à donner au conseil d'administration en vue de l'achat par la Société de ses propres actions,

#### **De la compétence de l'assemblée générale extraordinaire**

23. autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par voie d'annulation d'actions dans le cadre de l'autorisation de rachat par la société de ses propres actions,
24. délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à une émission d'un nombre maximum de 700 obligations remboursables en actions ordinaires de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de personnes nommément désignées et d'une catégorie de personnes,
25. suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une personne nommément désignée, ADEME Investissement,
26. suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une personne nommément désignée, Bpifrance Participations,
27. suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une personne nommément désignée, Crédit Mutuel Equity SCR,
28. suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une personne nommément désignée, Eiffel Essentiel SLP,
29. suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes (Arosco et toute entité qui directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'une ou plusieurs entités, contrôle, est contrôlée par, ou est placée sous le même contrôle qu'Arosco (au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce)),
30. délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital immédiatement ou à terme par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires,
31. délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital immédiatement ou à terme par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et offre(s) au public (en dehors des offres visées au paragraphe 1° de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier) avec droit de priorité obligatoire,
32. délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital immédiatement ou à terme par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et offre(s) au public (en dehors des offres visées au paragraphe 1° de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier) avec droit de priorité facultatif,

33. délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital immédiatement ou à terme par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, à émettre dans le cadre d'offres visées au paragraphe 1° de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier,
34. délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital, dans la limite de 30 % du capital, par émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de personnes nommément désignées – délégation au conseil d'administration du pouvoir de les désigner,
35. délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet de décider l'émission, sans droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières, en rémunération d'apports en nature portant sur des titres de capital ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de sociétés tierces, en dehors d'une offre publique d'échange,
36. délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, en cas d'offre publique comportant une composante d'échange initiée par la société,
37. délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées (investisseurs actifs dans les domaines de l'énergie, des métaux critiques, des infrastructures et/ou de la mobilité électrique),
38. délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées (partenaires stratégiques, commerciaux ou financiers),
39. délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans suppression du droit préférentiel de souscription,
40. fixation des limitations globales du montant des émissions effectuées en vertu des délégations à consentir au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social,
41. délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres,
42. autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions ordinaires de la Société, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du code de commerce, au profit de mandataires sociaux et salariés de la Société et de ses filiales, emportant renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription,
43. autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions aux salariés ou mandataires sociaux éligibles de la Société et/ou des sociétés liées, conformément aux dispositions des articles L. 225-177 et suivants du code de commerce, emportant renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription,
44. délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'émettre et attribuer des bons de souscription d'actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées,
45. fixation des limitations globales du montant des émissions effectuées en vertu des autorisations à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions de la Société et de procéder à l'attribution gratuite d'actions et de la délégation à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions,
46. délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet de procéder à des augmentations de capital par émission d'actions ordinaires à émettre ou d'autres valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société, réservée aux adhérents à un plan d'épargne entreprise,
47. modification de l'article 20.4 des statuts afin de le conformer aux nouvelles dispositions légales et réglementaires,

#### **De la compétence de l'assemblée générale ordinaire**

48. pouvoirs pour les formalités.

Texte des 5<sup>ème</sup> et des 24<sup>ème</sup> à 29<sup>ème</sup> résolutions (et de l'annexe y afférente) modifié :

**Cinquième résolution**

*Approbation d'une convention visée à l'article L. 225-38 du code de commerce (contrat de souscription d'obligations assimilables remboursables en actions nouvelles conclu avec ADEME Investissement, Bpifrance, Crédit Mutuel Equity, Eiffel Essentiel S.L.P. et Arosco)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

connaissance prise du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du code de commerce,

**approuve** le contrat de souscription d'obligations assimilables remboursables en actions nouvelles conclu avec ADEME Investissement, Bpifrance, Crédit Mutuel Equity, Eiffel Essentiel S.L.P. et Arosco, dont la conclusion a été autorisée par le conseil d'administration lors de ses séances du 25 mars 2026 et du 27 mai 2026 dans les termes décrits dans le rapport spécial des commissaires aux comptes.

**Vingt-quatrième résolution**

*Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à une émission d'un nombre maximum de 700 obligations remboursables en actions ordinaires de la Société ou par remise d'actions existantes Lithium de France et 2gré ou en numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de personnes nommément désignées et d'une catégorie de personnes*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes établi conformément aux dispositions des articles L. 225-135, L. 225-138 et L. 228-92 du code de commerce,

conformément aux dispositions du code de commerce et notamment des articles L. 22-10-49, L. 225-129, L. 225-129-1, L. 225-129-2, L. 225-129-5, L. 225-135, L. 225-138 et L. 228-91 du code de commerce,

après avoir constaté la libération intégrale du capital social,

sous condition suspensive de la vingt-cinquième résolution à la vingt-neuvième résolution qui suivent relatives à la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de personnes nommément désignées et d'une catégorie de personnes en application des dispositions de l'article L. 225-138 du Code de commerce,

**délègue** au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, sa compétence à l'effet de décider :

- l'émission, en une ou plusieurs tranches, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de personnes nommément désignées et d'une catégorie de personnes, d'un nombre maximum de sept-cents (700) obligations remboursables en actions ou en numéraire (« ORANE ») pour un montant nominal unitaire de 100.000 euros, soit un montant nominal maximum en principal de 70.000.000 euros ;
- que les ORANE émises en vertu de la présente résolution donneront droit en cas de remboursement en actions nouvelles de la Société à un nombre d'actions nouvelles ordinaires de la Société d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune, tel que déterminé selon les termes et conditions des ORANE figurant en Annexe 1 aux présentes résolutions, dans la limite d'une augmentation de capital d'un montant nominal maximum de 77.521.500 euros (dans l'hypothèse d'un prix minimum d'émission des actions nouvelles égal à la valeur nominale de 0,01 euro et dans l'hypothèse où les ORANE seraient émises le 30 juin 2026 et remboursées (à leur valeur nominale augmentée des intérêts capitalisés et des intérêts courus) au 31 décembre 2027 correspondant à la date d'échéance la plus tardive), étant précisé que ce montant ne tient pas compte du montant nominal des actions supplémentaires à émettre, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux éventuelles stipulations contractuelles prévoyant d'autres ajustements, visant à préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société ;
- que les ORANE émises en vertu de la présente résolution pourront également donner droit, en cas de remboursement, à la remise d'actions existantes Lithium de France et 2gré ou à un paiement en numéraire, tel que déterminé selon les termes et conditions des ORANE figurant en Annexe 1 ;
- d'approuver les termes et conditions des ORANE telles qu'elles figurent en Annexe 1 aux présentes résolutions, sous réserve des éventuelles modifications qui seraient décidées par le conseil d'administration en vertu de la délégation de pouvoirs énoncée ci-après ;
- que la souscription des ORANE sera intégralement libérée à la date de leur émission en numéraire par versement d'espèces à hauteur de la valeur nominale des ORANE souscrites ;
- que conformément à l'article L. 225-132, alinéa 6, du code de commerce, l'émission des ORANE, emporte de plein droit, au profit des porteurs des ORANE renonciation des actionnaires de la Société à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la Société susceptibles d'être émises aux fins de remboursement des ORANE ; et

- que les actions ordinaires nouvelles susceptibles d'être émises en cas de remboursement des ORANE porteront jouissance courante à compter de l'émission de ces actions et seront, à compter de cette date, complètement assimilées aux actions ordinaires existantes, seront toutes de même catégorie et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales ;

**délègue**, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-1 du code de commerce, tous pouvoirs au conseil d'administration, à l'effet de :

- décider de mettre en œuvre la présente résolution, ou d'y surseoir ;
- déterminer et arrêter, en conséquence, les termes et conditions définitifs de l'émission des ORANE, conformément aux termes et conditions des ORANE figurant en Annexe 1 aux présentes résolutions ;
- le cas échéant et sous réserve des pouvoirs de l'assemblée générale de la Société conformément aux lois et règlement applicables, modifier les modalités des ORANE pendant leur durée de vie, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables et aux termes et conditions des ORANE ;
- mettre en œuvre la présente résolution et procéder à la réalisation de l'émission des ORANE objet de la présente résolution ;
- recevoir les souscriptions et, le cas échéant, constater la libération de ces souscriptions ;
- déterminer le cas échéant les dates d'ouverture et de clôture de la période de souscription ;
- clore, le cas échéant par anticipation, la période de souscription ou prolonger sa durée ;
- procéder aux ajustements des modalités initialement prévues d'attribution des actions nouvelles reçues au titre du remboursement des ORANE conformément aux dispositions légales et réglementaires et aux termes et conditions définitifs de l'émission des ORANE ;
- constater la libération des actions ordinaires nouvelles susceptibles d'être émises en cas de remboursement des ORANE et, en conséquence, la réalisation de chacune des augmentations de capital susceptibles de résulter de l'émission des actions ordinaires nouvelles en cas de remboursement des ORANE et procéder aux formalités de publicité et de dépôt corrélatives et aux modifications corrélatives des statuts ;
- plus généralement, procéder à toutes constatations, communications, actes confirmatifs ou supplétifs, à toutes formalités et déclarations, en ce compris auprès des autorités boursières, conclure tous accords et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient utiles ou nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de l'émission des ORANE et des actions ordinaires susceptibles d'être émises en cas de remboursement des ORANE ; et
- déléguer, dans les limites qu'il aura préalablement fixées et uniquement dans les conditions fixées par la loi et les règlements applicables, au Directeur général les pouvoirs qui lui sont conférés au titre de la présente résolution ;

**prend acte** que les conditions définitives des opérations mises en œuvre en vertu de la délégation de pouvoirs ci-avant feront l'objet d'un rapport complémentaire, conforme aux prescriptions légales des articles L. 225-129-5 et R. 225-116 du code de commerce, que le conseil d'administration établira au moment où il fera usage de la délégation de pouvoirs qui lui est conférée par la présente assemblée générale. Les commissaires aux comptes établiront également un rapport complémentaire à cette occasion ;

**décide** que la présente autorisation est donnée pour une durée de trois (3) mois à compter de la présente assemblée.

#### **Vingt-cinquième résolution**

*Suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une personne nommément désignée, ADEME Investissement*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes relatif à la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au titre des dispositions de l'article L. 225-138 du code de commerce et établi conformément aux dispositions de l'article L. 225-135 du code de commerce,

sous réserve de l'adoption de la Vingt-quatrième résolution relative à la délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet de procéder à une émission d'un nombre maximum de 700 ORANE avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires,

**décide** de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires de la Société et, en application des dispositions de l'article L. 225-138 du code de commerce, de réserver au profit de la personne suivante le droit de souscrire aux ORANE dans la proportion et selon le montant figurant en face de son nom ci-dessous :

Nom du bénéficiaire	Montant nominal de la souscription	Nombre d'ORANE correspondant
ADEME Investissement	4.000.000 €	40

**Vingt-sixième résolution***Suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une personne nommément désignée, Bpifrance Participations*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes relatif à la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au titre des dispositions de l'article L. 225-138 du code de commerce et établi conformément aux dispositions de l'article L. 225-135 du code de commerce,

sous réserve de l'adoption de la Vingt-quatrième résolution relative à la délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet de procéder à une émission d'un nombre maximum de 700 ORANE avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires,

**décide** de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires de la Société et, en application des dispositions de l'article L. 225-138 du code de commerce, de réserver au profit de la personne suivante le droit de souscrire aux ORANE dans la proportion et selon le montant figurant en face de son nom ci-dessous :

Nom du bénéficiaire	Montant nominal de la souscription	Nombre d'ORANE correspondant
Bpifrance Participations	20.000.000 €	200

**Vingt-septième résolution***Suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une personne nommément désignée, Crédit Mutuel Equity SCR*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes relatif à la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au titre des dispositions de l'article L. 225-138 du code de commerce et établi conformément aux dispositions de l'article L. 225-135 du code de commerce,

sous réserve de l'adoption de la Vingt-quatrième résolution relative à la délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet de procéder à une émission d'un nombre maximum de 700 ORANE avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires,

**décide** de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires de la Société et, en application des dispositions de l'article L. 225-138 du code de commerce, de réserver au profit de la personne suivante le droit de souscrire aux ORANE dans la proportion et selon le montant figurant en face de son nom ci-dessous :

Nom du bénéficiaire	Montant nominal de la souscription	Nombre d'ORANE correspondant
Crédit Mutuel Equity SCR	3.000.000 €	30

**Vingt-huitième résolution***Suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une personne nommément désignée, Eiffel Essentiel SLP*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes relatif à la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au titre des dispositions de l'article L. 225-138 du code de commerce et établi conformément aux dispositions de l'article L. 225-135 du code de commerce,

sous réserve de l'adoption de la Vingt-quatrième résolution relative à la délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet de procéder à une émission d'un nombre maximum de 700 ORANE avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires,

**décide** de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires de la Société et, en application des dispositions de l'article L. 225-138 du code de commerce, de réserver au profit de la personne suivante le droit de souscrire aux ORANE dans la proportion et selon le montant figurant en face de son nom ci-dessous :

Nom du bénéficiaire	Montant nominal de la souscription	Nombre d'ORANE correspondant
Eiffel Essentiel SLP	6.000.000 €	60

**Vingt-neuvième résolution**

*Suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes (Arosco et toute entité qui directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'une ou plusieurs entités, contrôle, est contrôlée par, ou est placée sous le même contrôle qu'Arosco (au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce))*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes relatif à la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au titre des dispositions de l'article L. 225-138 du code de commerce et établi conformément aux dispositions de l'article L. 225-135 du code de commerce,

sous réserve de l'adoption de la Vingt-quatrième résolution relative à la délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet de procéder à une émission d'un nombre maximum de 700 ORANE avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires,

**décide** de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires de la Société et, en application des dispositions de l'article L. 225-138 du code de commerce, de réserver au profit d'un ou plusieurs bénéficiaires entrant dans la catégorie de personnes suivante le droit de souscrire aux ORANE dans la proportion et selon le montant maximum figurant ci-dessous :

Catégorie de personnes	Montant nominal maximum de la souscription	Nombre maximum d'ORANE correspondant
Arosco et toute entité qui directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'une ou plusieurs entités, contrôle, est contrôlée par, ou est placée sous le même contrôle qu'Arosco (au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce)	37.000.000 €	370

**délègue** tous pouvoirs au conseil d'administration à l'effet d'arrêter la liste des bénéficiaires au sein de la catégorie de personnes susvisée et le nombre d'ORANE à émettre au profit de chacun d'eux dans la limite susvisée.

---

**Annexe 1****Principaux termes et conditions des ORANE**

- **Nature des ORANE** : obligations remboursables en actions nouvelles Arverne Group (la « **Société** ») (sous réserve du paiement des rompus éventuels en numéraire) ou en numéraire ou en actions existantes Lithium de France ou 2gré détenues par la Société (et dans ces deux derniers cas, exclusivement à la Date d'Echéance, au choix de chacun des obligataires) d'une valeur nominale unitaire de 100.000€.
- **Montant** : Montant nominal maximum de 70.000.0000 €, émis en une ou plusieurs tranches, lesquelles seront souscrites et libérées selon le même calendrier et le même *pro rata* par l'ensemble des obligataires, à l'exception d'Arosco (ou tout affilié d'Arosco) qui, le cas échéant, pourrait n'intervenir que lors d'une tranche ultérieure (l'« **Emission d'ORANE** »).
- **Forme des ORANE** : les ORANE seront créées exclusivement sous la forme nominative et porteront jouissance à compter de leur souscription intégrale et définitive par les souscripteurs. Les ORANE ne seront pas admises aux négociations sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation organisé.
- **Condition suspensive** : les souscriptions à l'Emission d'ORANE seront soumises aux conditions suspensives suivantes : (i) absence de survenance de tout Cas de Défaut ou autres Cas de Remboursement Anticipé visés ci-après, et (ii) l'Emission d'ORANE est d'un montant nominal d'au moins 33 millions d'euros (sans tenir compte de la souscription d'ORANE par Arosco (ou tout affilié d'Arosco) dans l'hypothèse où celle-ci interviendrait lors d'une tranche ultérieure).
- **Date d'échéance** : 30 juin 2027, reportable 6 mois sur accord préalable de la Société et de la majorité des deux-tiers des obligataires pouvant voter (la « **Date d'Echéance** »).



- **Rang** : les obligations souscrites vis-à-vis des titulaires d'ORANE par la Société constitueront des obligations venant, à tout moment, au même rang (*pari passu*), et sans aucune préférence entre elles, avec les autres engagements, présents ou futurs, non assortis de sûretés et non subordonnés de la Société, à l'exception de celles qui sont privilégiées par l'effet de la loi, et ne pourront être subordonnées contractuellement sans l'accord de la Société et de la majorité des deux-tiers des obligataires pouvant voter.
- **Cessibilité des ORANE** : toute cession d'ORANE, par un obligataire (i) à un tiers non affilié d'un obligataire ou (ii) à un tiers (affilié ou non d'un obligataire) situé dans un Etat ou territoire non coopératif, nécessitera l'autorisation préalable expresse de la Société.
- **Intérêts** : les ORANE produiront, à compter de la date de leur souscription respective et jusqu'à leur date d'amortissement et de remboursement, un intérêt (les « **Intérêts** ») au taux de 7 % par an (le « **Taux d'Intérêts** »). Les Intérêts seront intégralement capitalisés.

Sous réserve que la période d'Intérêts concernée soit de 12 mois, les Intérêts au titre d'une période d'Intérêts seront dus le dernier jour de ladite période d'Intérêts mais seront incorporés au montant en principal de l'Emission d'ORANE le premier jour de la période d'Intérêts suivante. Les Intérêts ainsi incorporés au montant en principal des ORANE seront payables à la Date d'Echéance ou à toute date d'exigibilité anticipée ou d'amortissement anticipé des ORANE.

- **Paiement des Intérêts** : sous réserve du paiement des rompus éventuels en numéraire, les Intérêts capitalisés seront payés (i) en actions nouvelles de la Société ou en numéraire ou en actions existantes Lithium de France ou 2gré détenues par la Société à la Date d'Echéance (au choix de chacun des obligataires) ou (ii) en actions nouvelles de la Société à la date d'amortissement et de remboursement anticipé des ORANE, le cas échéant. Les Intérêts courus mais non capitalisés à la date d'amortissement de l'Emission d'ORANE seront payés (i) en actions nouvelles de la Société ou en numéraire ou en actions existantes Lithium de France ou 2gré détenues par la Société à la Date d'Echéance (au choix de chacun des obligataires) ou (ii) en actions nouvelles de la Société à la date d'amortissement et de remboursement anticipé de l'Emission d'ORANE.
- **Intérêts de retard** : tout retard de la Société à verser (i) toute somme due en principal ou (ii) toute somme d'Intérêts due depuis au moins un an au titre des ORANE obligera la Société à payer aux obligataires un intérêt de retard calculé *prorata temporis*, à un taux égal au Taux d'Intérêts majoré de 3%, à compter de la date à laquelle le montant concerné était dû jusqu'à la date de son paiement effectif.
- **Ratio de remboursement** : le ratio de remboursement en actions nouvelles de la Société correspondra à la valeur courante des ORANE (égale au montant nominal initial augmenté des Intérêts capitalisés) divisée par la valeur d'une action, déterminée conformément aux présentes modalités. Le ratio de remboursement en actions existantes Lithium de France ou 2gré correspondra à la valeur courante des ORANE (égale au montant nominal initial augmenté des intérêts capitalisés) divisée par la valeur d'une action Lithium de France ou 2gré, déterminée conformément aux présentes modalités.
- **Remboursement à la Date d'Echéance** : les ORANE deviendront à la Date d'Echéance immédiatement et intégralement remboursables. A la Date d'Echéance, les ORANE seront intégralement amorties et la Société aura une dette à l'égard des obligataires immédiatement avant cet amortissement égale à la valeur courante des ORANE augmentée des Intérêts courus et non capitalisés à cette date.

Au choix des obligataires, le remboursement des ORANE se fera (i) soit en numéraire (sur la base de la valeur courante des ORANE augmentée des Intérêts courus et non encore capitalisés), (ii) soit en actions nouvelles de la Société. Les actions de la Société émises lors du remboursement seront libérées par voie de compensation de créances entre le prix de souscription des actions émises et le montant de la créance obligataire détenue par tout obligataire au titre des ORANE qu'il détient et, le cas échéant, des Intérêts capitalisés ainsi que des Intérêts courus et non encore capitalisés.

La valeur d'une action de la Société à la Date d'Echéance sera égale à la valeur la plus faible entre (i) le prix moyen pondéré par les volumes des actions de la Société sur les trente (30) jours de bourse précédant la Date d'Echéance diminuée d'une décote de 20% et (ii) le prix moyen pondéré par les volumes des actions de la Société sur les trente (30) jours de bourse précédant la date de signature du contrat d'émission des ORANE (la « **Date de Signature** ») diminuée d'une décote de 20%.

Les obligataires auront par ailleurs l'option d'échanger à la Date d'Echéance leurs ORANE (sur la base de la valeur courante des ORANE augmentée des Intérêts courus et non encore capitalisés) en actions existantes Lithium de France ou 2gré détenues par la Société (à hauteur d'une quote-part correspondant respectivement à 75% et 25% de la valeur de remboursement et sur la base d'une valeur de référence d'une action Lithium de France et d'une action 2gré diminuée d'une décote de 20%).

- **Règlement des rompus :** Tout obligataire pourra obtenir un nombre d'actions de la Société calculé en appliquant la parité de remboursement visée ci-dessus. Si le nombre d'actions auquel un obligataire a droit n'est pas un nombre entier, l'obligataire pourra choisir entre (i) recevoir le nombre entier d'actions ordinaires nouvelles arrondi au chiffre entier immédiatement inférieur et tout rompu, le cas échéant, sera remboursé en numéraire par la Société à l'obligataire concerné, ou (ii) recevoir le nombre entier d'actions ordinaires nouvelles arrondi au chiffre entier immédiatement supérieur, et verser à la Société une somme égale à la valeur de la fraction d'action ordinaire nouvelle supplémentaire ainsi demandée.
- **Remboursement anticipé :** les ORANE deviendront automatiquement remboursables en actions nouvelles de la Société (exclusivement) si, avant la Date d'Echéance, la Société procède à une augmentation de capital en numéraire d'un montant brut total d'au moins 50.000.000 € (prime d'émission incluse) décidée par le Conseil d'administration de la Société (ou toute personne agissant sur délégation de celui-ci) et effectivement réalisée avant la Date d'Echéance, qui ne soit pas une Augmentation de Capital Privée (tel que ce terme est défini ci-après) (l' « **Augmentation de Capital de Marché** »).

En cas d'Augmentation de Capital de Marché, les actions nouvelles de la Société reçues au titre du remboursement des ORANE seront libérées par voie de compensation avec le montant de la créance obligataire détenue par l'obligataire concerné au titre du principal des ORANE qu'il détient et, le cas échéant, des Intérêts capitalisés ainsi que des Intérêts courus et non encore capitalisés. Le prix d'émission d'une action nouvelle reçue au titre du remboursement des ORANE correspondra au prix de souscription d'une action nouvelle dans le cadre de l'Augmentation de Capital de Marché, diminué d'une décote de 20%. Il est précisé que la livraison des actions nouvelles reçues au titre du remboursement des ORANE interviendra simultanément à la date de règlement-livraison de l'Augmentation de Capital de Marché.

En revanche, en cas d'augmentation de capital en numéraire réservée à un ou plusieurs investisseurs dénommés ou réalisée auprès d'un nombre d'investisseurs institutionnels limité sans construction d'un livre d'ordres, d'un montant brut total d'au moins 50.000.000 € (prime d'émission incluse) décidée par le Conseil d'administration de la Société (ou toute personne agissant sur délégation de celui-ci) et effectivement réalisée avant la Date d'Echéance (l' « **Augmentation de Capital Privée** »), les obligataires auront le choix entre :

- demander le remboursement de leurs ORANE en actions nouvelles de la Société (libérées par voie de compensation avec le montant de la créance obligataire détenue par l'obligataire concerné au titre du principal des ORANE qu'il détient et, le cas échéant, des Intérêts capitalisés ainsi que des Intérêts courus et non encore capitalisés), étant précisé que le prix d'émission d'une action nouvelle reçue au titre du remboursement des ORANE correspondra au prix de souscription d'une action nouvelle dans le cadre de l'Augmentation de Capital Privée diminué d'une décote de 20%, et que la livraison des actions nouvelles reçues au titre du remboursement des ORANE interviendra simultanément à la date de règlement-livraison de l'Augmentation de Capital Privée ; ou
- demander le remboursement à la Date d'Echéance de leurs ORANE en actions nouvelles de la Société (libérées par voie de compensation avec le montant de la créance obligataire détenue par l'obligataire concerné au titre du principal des ORANE qu'il détient et, le cas échéant, des Intérêts capitalisés ainsi que des Intérêts courus et non encore capitalisés), étant précisé que le prix d'émission d'une action nouvelle reçue au titre du remboursement des ORANE sera égal à la valeur la plus faible entre (i) le prix moyen pondéré par les volumes des actions de la Société sur les trente (30) jours de bourse précédant la Date d'Echéance diminuée d'une décote de 20% et (ii) le prix moyen pondéré par les volumes des actions de la Société sur les trente (30) jours de bourse précédant la Date de Signature diminuée d'une décote de 20% ; ou
- demander le remboursement à la Date d'Echéance de leurs ORANE en actions existantes Lithium de France ou 2gré détenues par la Société (à hauteur d'une quote-part correspondant respectivement à 75% et 25% de la valeur de remboursement et sur la base d'une valeur de référence d'une action Lithium de France et d'une action 2gré diminuée d'une décote de 20%).

Enfin, les ORANE seront remboursables par anticipation dans les seuls cas suivants (les « **Cas de Remboursement Anticipé** ») et en totalité, au choix des obligataires dans les conditions précisées ci-après, (i) soit en numéraire (sur la base de la valeur courante des ORANE augmentée des Intérêts courus et non encore capitalisés), (ii) soit en actions nouvelles de la Société (étant précisé que la valeur d'une action de la Société sera égale à la plus faible des valeurs suivantes : (a) le prix moyen pondéré par les volumes des actions de la Société sur les trente (30) jours de bourse précédant la date d'échéance du terme, diminué d'une décote de 20% et (b) le prix moyen pondéré par les volumes des actions de la Société sur les trente (30) jours de bourse précédant la Date de Signature diminué d'une décote de 20%), (iii) soit en actions Lithium de France ou 2gré :

- en cas de changement de contrôle de la Société, de Lithium de France ou de 2gré au sens de l'article L. 233 -3, I et II du code de commerce, à la main de chacun des obligataires ;
- en cas de transfert, direct ou indirect, en une ou plusieurs fois et sous quelque forme que ce soit (y compris la cession, l'apport partiel d'actifs, la fusion ou la scission) de tout ou partie des actifs essentiels de la Société, de Lithium de France ou de 2gré, à la main de chacun des obligataires ;
- en cas de cessation définitive de tout ou partie des principales activités de la Société, de Lithium de France, ou de 2gré, à la main de chacun des obligataires ;
- en cas de radiation de cote des actions de de la Société du marché réglementé d'Euronext Paris ou, à la suite d'un éventuel transfert de cotation, de tout autre marché réglementé ou système multilatéral de négociation organisé sur lequel les actions de la Société seraient admises à la négociation, à la main de chacun des obligataires ;
- en cas de dissolution volontaire de la Société, de Lithium de France ou de 2gré (sauf, s'agissant de Lithium de France et de 2gré, en cas de dissolution résultant d'une fusion ou autre forme de transmission universelle de patrimoine effectuée au sein du groupe Arverme) décidée conformément aux statuts.

▪ **Cas de Défaut :** Constitue un Cas de Défaut :

- le défaut de paiement à son échéance normale ou anticipée de toute somme due, en principal, Intérêts, intérêts de retard, prime, indemnités, frais ou accessoires dû par la Société au titre de l'Emission d'ORANE ;
- la violation par la Société des termes et conditions des ORANE, s'il n'est pas remédié à ce manquement dans un délai de trente (30) jours ;
- l'inexactitude de toute déclaration et garantie de la Société dans le cadre la documentation relative à l'Emission d'ORANE ;
- tout défaut de paiement de de la Société, de Lithium de France ou de 2gré donnant lieu à l'exigibilité anticipée d'un ou plusieurs endettements financiers d'un montant unitaire ou consolidé supérieur à 2.000.000 € ;
- tout événement lié à l'existence de difficultés financières de la Société, de Lithium de France ou de 2gré (notamment, dissolution, état de cessation des paiements, mise en liquidation, désignation d'un administrateur judiciaire ou liquidateur, ouverture d'une procédure de mandat ad hoc, de conciliation, de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire ou toutes autres procédures prévues dans le Livre VI « Des Difficultés des Entreprises » du code de commerce) ;
- tout incident de paiement caractérisé donnant lieu à un fichage auprès de la Banque de France de la Société, de Lithium de France ou de 2gré ;
- le refus de certification ou la certification avec réserves significatives (à l'exception de toute réserve relative à la continuité d'exploitation) des comptes 2026 de la Société ou de Lithium de France par ses commissaires aux comptes ou le déclenchement d'une procédure d'alerte par les commissaires aux comptes pour toute raison autre que les besoins de liquidités de la Société.
- toute infraction significative aux dispositions légales et réglementaires applicables en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, notamment celles issues du Code monétaire et financier ; et
- toute saisie pratiquée sur tout ou partie des biens de la Société indispensables à la poursuite de son activité et hors toute saisie conservatoire non convertie en saisie définitive.

Si un Cas de Défaut survient et tant qu'il n'y a pas été remédié ou que les obligataires à l'Emission d'ORANE n'y ont pas renoncé, le représentant de la masse des obligataires pourra demander aux obligataires de se prononcer sur l'exigibilité anticipée et la échéance du terme des ORANE, à la majorité des deux-tiers (2/3) de la masse des obligataires pouvant voter.

- **Sûretés** : les ORANE seront assorties des sûretés constituées par la Société consistant en (i) un nantissement de droit français de premier rang du compte de titres financiers sur lequel seront inscrites une quote-part d'actions Lithium de France détenues par la Société et (ii) un nantissement de droit français de premier rang du compte de titres financiers sur lequel seront inscrites une quote-part d'actions 2gré détenues par la Société. Le nombre d'actions Lithium de France et d'actions 2gré qui seront initialement nanties sera déterminé sur la base (i) de la valeur nominale des ORANE et (ii) des valeurs de référence de Lithium de France et de 2gré diminuée d'une décote de 20%. A la date d'anniversaire du tirage de la première tranche de l'Emission d'ORANE, le nombre d'actions Lithium de France et le nombre d'actions 2gré nanties sera ajusté sur la base (i) de la valeur nominale des ORANE augmentée des Intérêts capitalisés et (ii) des valeurs actualisées de Lithium de France et de 2gré.
- **Opérations interdites** : la Société s'engage à ne procéder à aucune des opérations visées à l'article L.228-98 du Code de commerce, sauf autorisation préalable écrite de la majorité des deux-tiers (2/3) de la masse des obligataires pouvant voter.
- **Maintien des droits des obligataires** : conformément à l'article L. 228-99 du Code de commerce, la Société devra prendre les mesures nécessaires à la protection des intérêts des obligataires si elle décide de procéder à l'émission, sous quelque forme que ce soit, de nouveaux titres de capital avec droit préférentiel de souscription réservé à ses actionnaires, de distribuer des réserves, en espèces ou en nature, et des primes d'émission ou de modifier la répartition de ses bénéfices par la création d'actions de préférence. Il est toutefois prévu que la mise en œuvre de l'Augmentation de Capital de Marché ou de l'Augmentation de Capital Privée ne donnera lieu à aucune mesure de protection des droits des obligataires.

En cas de réalisation d'autres opérations susceptibles d'avoir un impact dilutif, notamment en cas d'émission sans droit préférentiel de souscription d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, de paiement de dividendes en actions, d'attribution gratuite d'actions ou d'options de souscription d'actions de la Société, la Société procédera à un ajustement des modalités initialement prévues d'attribution des actions nouvelles reçues au titre du remboursement des ORANE, de façon à tenir compte de l'incidence de telles opérations.

- **Droit applicable et tribunaux compétent** : les ORANE et les actions nouvelles de la Société susceptibles d'être émises aux fins du remboursement des ORANE seront émises dans le cadre de la législation française et tout litige auquel elles pourraient donner lieu sera exclusivement soumis à la compétence du Tribunal des activités économiques de Paris.

---

#### **A – Formalités préalables à effectuer pour participer à l'assemblée générale**

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, peut participer à cette assemblée générale soit (i) en y assistant personnellement, (ii) en votant par correspondance ou par Internet, ou (iii) en donnant pouvoir à un autre actionnaire, à son conjoint ou au partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité ou à toute autre personne physique ou morale de son choix. **Il est rappelé que seuls les actionnaires possédant des actions ordinaires ont le droit de vote.**

Conformément à l'article R. 22-10-28 du code de commerce, il est justifié du droit de participer à l'assemblée générale par l'inscription en compte au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte (en application du septième alinéa de l'article L. 228-1 du code de commerce), au **cinquième jour ouvré** précédant l'assemblée générale à zéro heure, heure de Paris, **soit le 10 juin 2026 à zéro heure**, dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société par son mandataire, Société Générale Securities Services, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire bancaire ou financier habilité mentionné à l'article L. 211-3 du code monétaire et financier.

L'inscription des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire bancaire ou financier habilité est constatée par une attestation de participation délivrée par ce dernier, annexée au formulaire de vote par correspondance ou de procuration, établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté, par l'intermédiaire inscrit.

Quel que soit le choix de l'actionnaire, seules seront prises en compte pour le vote, les actions inscrites en compte le **cinquième jour ouvré** précédant la date de l'assemblée générale, **soit le 10 juin 2026 à zéro heure (heure de Paris)**. Pour toute cession des actions avant cette date, le vote exprimé par correspondance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation du cédant seront invalidés à hauteur du nombre d'actions cédées et le vote correspondant à ces actions ne sera pas pris en compte. Pour toute cession des actions après cette date, le vote exprimé du cédant demeurera valable et le vote sera comptabilisé au nom du cédant.

**B – Modalités de participation à l'assemblée générale**

Les modalités de participation à l'assemblée générale sont décrites ci-après.

**1. Actionnaires souhaitant assister personnellement à l'assemblée générale**

Les actionnaires désirant assister personnellement à l'assemblée générale pourront demander une carte d'admission soit par voie électronique, soit par voie postale, dans les conditions suivantes :

*Par voie électronique*

Les actionnaires désirant assister personnellement à l'Assemblée Générale peuvent demander une carte d'admission par voie électronique selon les modalités suivantes :

- Les actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme **nominative** peuvent faire leur demande en ligne sur la plateforme sécurisée VOTACCESS en se connectant au site <https://sharinbox.societegenerale.com>. Les actionnaires au nominatif pur utiliseront leur code d'accès habituel (rappelé sur le formulaire unique de vote) ou leur email de connexion (s'ils ont déjà activé leur compte Sharinbox by SG Markets), puis le mot de passe adressé par courrier par Société Générale Securities Services à l'ouverture du compte ; les actionnaires au nominatif administré recevront par courrier de la part de Société Générale Securities Services leur code d'accès, qui leur permettra d'accéder au site Sharinbox. Une fois connecté, l'actionnaire au nominatif devra suivre les indications données à l'écran afin de demander sa carte d'admission.
- Les actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme **au porteur** doivent se renseigner auprès de leur établissement teneur de compte afin de savoir s'il est connecté ou non à la plateforme VOTACCESS et, le cas échéant, si cet accès est soumis à des conditions d'utilisation particulières. Il est précisé que seuls les actionnaires au porteur dont l'établissement teneur de compte a adhéré à la plateforme VOTACCESS pourront faire leur demande de carte d'admission en ligne.

Si l'établissement teneur de compte de l'actionnaire est connecté à la plateforme VOTACCESS, l'actionnaire devra s'identifier sur le portail internet de son établissement teneur de compte avec ses codes d'accès habituels. Il devra ensuite cliquer sur l'icône qui apparaît sur la ligne correspondant à ses actions Arverne Group et suivre les indications données à l'écran afin d'accéder à la plateforme VOTACCESS et demander une carte d'admission.

*Demande de carte d'admission par voie postale*

- les demandes de carte d'admission des actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme **nominative** doivent être adressées en renvoyant le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration en utilisant l'enveloppe prépayée jointe à la convocation reçue par courrier postal ou par courrier simple, à l'adresse suivante : *Société Générale Securities Services - Service des Assemblées – CS 30812, 44308 Nantes Cedex 3* ;
- les demandes de carte d'admission des actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme **au porteur** doivent être effectuées auprès de l'intermédiaire habilité qui assure la gestion du compte titres de l'actionnaire concerné.

Les actionnaires au porteur et au nominatif doivent être en mesure de justifier de leur identité pour assister à l'Assemblée Générale.

*Attestation de participation*

Dans tous les cas, les actionnaires au porteur souhaitant participer physiquement à l'assemblée générale, qui n'auront pas reçu leur carte le cinquième jour ouvré précédant l'assemblée générale à zéro heure, **soit le 10 juin 2026**, pourront y participer en étant muni d'une pièce d'identité et d'une attestation de participation obtenue en date du **10 juin 2026** auprès de leur intermédiaire habilité.

Les actionnaires au nominatif qui n'auront pas reçu leur carte d'admission au jour de l'assemblée générale, pourront y participer en se présentant au lieu de réunion de l'assemblée générale, munis d'une pièce d'identité.

**2. Vote par correspondance ou par procuration**

Les actionnaires peuvent, **en amont de l'assemblée générale**, voter par correspondance ou être représentés à l'assemblée en donnant procuration au président de l'assemblée générale ou à un mandataire de leur choix, en donnant leurs instructions soit par voie électronique, soit par voie postale. **Les actionnaires sont vivement encouragés à privilégier le vote par voie électronique.**

*Par voie électronique*

Les actionnaires ont la possibilité de transmettre leurs instructions de vote ou, désigner ou révoquer un mandataire par Internet avant l'assemblée générale, sur la plateforme VOTACCESS, dans les conditions décrites ci-après :

- Pour les actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme **nominative** :

Les titulaires d'actions au nominatif pur ou administré qui souhaitent voter par Internet accèderont à la plateforme VOTACCESS en se connectant au site <https://sharinbox.societegenerale.com>. Les actionnaires au nominatif pur utiliseront leur code d'accès habituel (rappelé sur le formulaire unique de vote) ou leur email de connexion (s'ils ont déjà activé leur compte Sharinbox by SG Markets), puis le mot de passe adressé par courrier par Société Générale Securities Services à l'ouverture du compte ; les actionnaires au nominatif administré recevront par courrier de la part de Société Générale Securities Services leur code d'accès, qui leur permettra d'accéder au site Sharinbox. Une fois connecté, l'actionnaire au nominatif devra suivre les indications données à l'écran afin d'accéder à la plateforme VOTACCESS et voter, ou désigner ou révoquer un mandataire.

- Pour les actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme au **porteur** :

Il appartient à l'actionnaire dont les actions sont inscrites en compte sous la forme au porteur de se renseigner afin de savoir si son établissement teneur de compte est connecté ou non à la plateforme VOTACCESS et, le cas échéant, si cet accès est soumis à des conditions d'utilisation particulières.

Il est précisé que seuls les actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme au porteur dont l'établissement teneur de compte a adhéré à la plateforme VOTACCESS pourront voter en ligne ou désigner et révoquer un mandataire par Internet.

Si l'établissement teneur de compte de l'actionnaire est connecté à la plateforme VOTACCESS, l'actionnaire devra s'identifier sur le portail Internet de son établissement teneur de compte avec ses codes d'accès habituels. Il devra ensuite cliquer sur l'icône qui apparaît sur la ligne correspondant à ses actions Arverne Group et suivre les indications données à l'écran afin d'accéder à la plateforme VOTACCESS et voter ou désigner ou révoquer un mandataire.

Si l'établissement teneur de compte de l'actionnaire n'est pas connecté à la plateforme VOTACCESS, il est précisé que la notification de la désignation ou de la révocation d'un mandataire peut toutefois être effectuée par voie électronique conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-24 du code de commerce, selon les modalités suivantes :

- o l'actionnaire devra envoyer un courriel à l'adresse [assemblees.generales@sgss.socgen.com](mailto:assemblees.generales@sgss.socgen.com). Ce courriel devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de la société concernée, date de l'assemblée générale, nom, prénom, adresse, références bancaires du mandant ainsi que les nom, prénom et si possible l'adresse du mandataire ;
- o l'actionnaire devra obligatoirement demander à son intermédiaire financier qui assure la gestion de son compte titre d'envoyer une confirmation écrite au service assemblées générales de Société Générale Securities Services, Service Assemblées Générales, CS 30812, 44308 Nantes Cedex 3.

Conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-24 du code de commerce, la notification de la désignation ou de la révocation d'un mandataire peut être effectuée par voie électronique, selon les mêmes modalités que celles décrites ci-dessus.

La plateforme VOTACCESS sera ouverte à partir du **29 mai 2026 à 9 heures** (heure de Paris). La possibilité de voter par Internet avant l'assemblée générale prendra fin la veille de la réunion, **soit le 16 juin 2026 à 15 heures (heure de Paris)**. Toutefois, afin d'éviter tout engorgement éventuel de la plateforme VOTACCESS, il est recommandé aux actionnaires de ne pas attendre la veille de l'assemblée pour voter.

*Par voie postale*

Comme mentionné ci-avant, les actionnaires sont vivement encouragés à exprimer leur vote ou donner pouvoir par voie électronique. Néanmoins, les actionnaires souhaitant voter par correspondance ou être représentés en donnant pouvoir au président de l'assemblée générale ou à toute autre personne physique ou morale de leur choix dans les conditions légales et réglementaires, pourront :

- pour les actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme nominative, renvoyer le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration en utilisant l'enveloppe prépayée jointe à la convocation reçue par courrier postal ou par courrier simple, à l'adresse suivante : Société Générale Securities Services - Service des Assemblées – CS 30812, 44308 Nantes Cedex 3 ;

- pour les actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme au porteur, demander le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration à l'intermédiaire qui gère leurs titres à compter de la date de convocation de l'Assemblée Générale. Une fois complété par l'actionnaire, le formulaire sera à retourner à l'établissement teneur de compte qui l'accompagnera d'une attestation de participation et l'adressera à Société Générale Securities Services, Service des Assemblées (CS 30812 - 44308 Nantes Cedex 3).

Pour être pris en compte, les formulaires de vote par correspondance devront avoir été reçus par la Société ou le Service Assemblées générales de Société Générale Securities Services, au plus tard **le 12 juin 2026 à 23h59** (heure de Paris), conformément aux dispositions de l'article R. 225-77 du code de commerce. L'actionnaire peut révoquer son mandataire, étant précisé que la révocation devra être faite par écrit dans les mêmes formes que la nomination et communiquée à la Société. Les désignations ou révocations de mandataires exprimées par voie papier devront également avoir été réceptionnées au plus tard **le 12 juin 2026 à 23h59** (heure de Paris).

### **3. Changement du mode de participation**

Conformément à l'article R. 22-10-28, III du code de commerce, lorsque l'actionnaire a déjà exprimé son vote par correspondance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation dans les conditions prévues à la dernière phrase du paragraphe II de l'article précité, il ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'assemblée générale.

#### **C – Questions écrites**

Conformément aux articles L. 225-108 et R. 225-84 du code de commerce, tout actionnaire peut adresser au conseil d'administration d'Arverne Group des questions écrites à compter de la présente insertion.

Ces questions doivent être envoyées au président du conseil d'administration, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier électronique à l'adresse [investor.relations@arverne.earth](mailto:investor.relations@arverne.earth), au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée générale (soit le **11 juin 2026**). Elles sont accompagnées d'une attestation d'inscription en compte. Une réponse commune peut être apportée à ces questions dès lors qu'elles présentent le même contenu. La réponse à une question écrite est réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figure sur le site internet d'Arverne Group : <https://arverne.earth>.

#### **D – Droit de communication des actionnaires**

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, tous les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre des assemblées générales sont disponibles au siège social d'Arverne Group et sur le site internet d'Arverne Group à l'adresse suivante : <https://arverne.earth/assemblee-generale>.

#### **E - Retransmission de l'assemblée générale**

Conformément aux dispositions des articles L. 22-10-38-1 et R. 22-10-29-1 du code de commerce, l'assemblée générale fera l'objet, dans son intégralité, d'une retransmission audiovisuelle en direct sur le site internet de la société (lien de connexion : [https://arvernegroup.engagestream.euronext.com/assemblee\\_generale\\_2026/register](https://arvernegroup.engagestream.euronext.com/assemblee_generale_2026/register)), à moins que des raisons techniques rendent impossible ou perturbent gravement cette retransmission. Les personnes qui ne souhaitent pas être filmées devront se signaler en début de séance.

L'enregistrement de l'assemblée générale pourra être consulté sur le site internet de la société dans les conditions légales et réglementaires.

Le conseil d'administration